



Déclaration CGT à la réunion avec le cabinet du ministère de l'industrie le 25 novembre 2022 à DIJON.

Les salariés ont été très choqués par la manière brutale et violente de la décision de la direction VALLOUREC, sans aucun avertissement, ni mesures préventives de la liquidation de l'entreprise et leurs licenciements manu-militari.

En effet l'entreprise a annoncé hier 24 novembre lors d'une réunion ordinaire du CSE, la cessation d'activité immédiate de l'entreprise sans PSE, ni aucun moyen mis à disposition des salariés pour permettre de se retourner et repenser leur avenir, laissant à l'AGS le soin de régler les salaires.

Nous sommes d'autant plus choqués que nous avons à faire à une multinationale qui est loin d'ignorer la législation en vigueur en France et ses obligations en matière de dialogue social.

Pourtant, l'entreprise VALLOUREC UMBILICALS à Venarey-les-Laumes détenu à 49 % par la BPI se permet d'annoncer du jour au lendemain la liquidation de l'entreprise sans jamais avoir auparavant réuni le CSE pour faire part aux organisations syndicales CGT et CFDT ;

- ✓ Des difficultés économiques et financières rencontrées
- ✓ Des mesures envisagées pour redresser la situation
- ✓ Des démarches commerciales pour regagner des commandes
- ✓ Des actions pour améliorer la productivité.

Bref, rechercher des solutions pour assurer le maintien de l'activité industrielle et ses emplois.

Bien au contraire, la direction a mis en APLD tous les salariés pendant plusieurs semaines et sans mettre en place un plan de formation professionnelle des salariés comme le prévoit ce dispositif et annonce de but en blanc la cessation d'activité. Circuler il n'y a rien à voir !

J'ose vous rappeler que le groupe VALLOUREC a bénéficié d'1 Milliard d'€ de fonds publics et 263 Millions de PGE (Prêt Garantie par l'Etat) et que l'entreprise qu'il ferme délibérément à seulement deux années d'existence.

Elle a été financée entièrement par les collectivités locales régionales, alors que VALLOUREC dégage des profits considérables.

Enfin vous rappeler que la CGT est intervenue à plusieurs reprises auprès de votre ministère pour dénoncer les stratégies industrielles et financières de VALLOUREC.

Pas plus tard que ce mois-ci, le 8 novembre, Philippe VERBEK membre du Comité Stratégique de la Filière mines et métallurgie dénonçait dans un courrier, les menaces de délocalisation de toutes les productions faites en Europe, dont l'Allemagne et la France pour s'implanter aux Etats Unis, au Brésil et en Asie.

Courrier qui faisait suite à une interpellation auprès de Me Pannier Runacher alors Ministre de l'industrie, en décembre 2021 et qui s'était engagée à faire une expertise de l'entreprise VALLOUREC.

Or à ce jour nous n'avons toujours aucun retour !

Face à cette situation inacceptable, condamnable et inhumaine, nous avons décidé d'occuper l'entreprise jusqu'à ce que nous obtenions des solutions qui garantissent aux salariés des perspectives d'avenir pour eux et leur famille.

Ce que nous demandons en priorité, est que l'Etat en tant qu'actionnaire de l'entreprise VALLOUREC UMBILICALS, exige de la direction du groupe VALLOUREC :

1. Le respect légal des procédures collectives et un traitement social des salariés exemplaire.
2. La recherche de solutions alternatives permettant la poursuite de l'activité industrielle sur le site y compris par une diversification de l'activité permettant la sauvegarde des emplois.
3. Reconsidérer la procédure en redressement judiciaire pour se donner du temps de rechercher des solutions industrielles avec un repreneur et plan de formation professionnelle des salariés.
4. Engager la responsabilité sociale du groupe VALLOUREC qui a les moyens financiers et industriels d'apporter une nouvelle activité sur le site pour maintenir les 54 emplois.
5. En dernier recours et au regard de véritables recherches de solutions industrielles et financières, la mise en place d'un PSE avec tous les moyens nécessaires et indispensables pour reclasser les salariés qui ne seraient repris sans passer par la case chômage.

Enfin, dans notre délégation CGT, deux salariés de l'entreprise MUTARES, ex VALLOUREC, pour vous alerter sur les menaces qui pèsent sur l'avenir industriel et ses 180 emplois aujourd'hui.

Si rien n'est fait pour exiger de MUTARES des garanties sur les moyens financiers qu'il va engager et les investissements qui seront réalisés à court et moyen terme pour assurer la pérennité du site et ses emplois, cette entreprise va subir le même sort que VALLOUREC UMBILICALS dans quelques mois.

Total, ce sont 234 familles (180 + 54) et avec les emplois induits environs 400 familles qui vont être touchées et sacrifiées sur l'autel du profit.

C'est tout un bassin d'emploi où déjà VALLOUREC a multiplié les ventes de plusieurs entreprises, qui risque d'être sinistré par une multinationale très profitable, qui a bénéficié d'énormes fonds publics et pour lesquels elle a des comptes à rendre.